



► Coopératives et monde du travail n° 16

mai 2022

Recueil de textes juridiques sur le travail décent et l'économie sociale et solidaire

Points essentiels

- L'expression "économie sociale et solidaire" (abrégée en "ESS") est une expression générique englobant une large gamme d'unités institutionnelles qui se fonde sur des valeurs et des principes. Au regard de l'importance croissante de l'économie sociale et solidaire, il convient d'apporter des précisions quant à sa définition, sa mesure, sa taille, son incidence, ses limites et son potentiel. Une définition adéquate de l'économie sociale et solidaire devrait spécifier qui fait quoi, comment et pourquoi (en d'autres termes, qui sont les agents de cette économie, quelles activités y sont menées et quels sont les principes et valeurs qui la sous-tendent).
- Une perception commune de l'économie sociale et solidaire se dégage progressivement des cadres législatifs et statistiques mis en place sur l'ESS. Depuis le début des années deux mille, plus de 20 pays se sont dotés de lois sur l'économie sociale et solidaire. En se fondant sur un examen des textes juridiques, la note présente une analyse des valeurs, principes, formes d'organisation et mesures politiques qui découlent de l'ESS. Les annexes à la note présentent les articles spécifiques des textes juridiques en matière d'ESS qui traitent des valeurs, principes, formes d'organisation et mesures politiques.

► Introduction

En mars 2021, lors de sa 341^e session, le Conseil d'administration a décidé d'inscrire une question relative au travail décent et à l'économie sociale et solidaire (ESS) à

l'ordre du jour de la 110^e session (2022) de la Conférence internationale du Travail, en vue d'une discussion générale¹.

¹BIT, *Procès-verbaux de la 341^e session du Conseil d'administration du Bureau international du Travail*, GB.341 /PV, 2021, paragraphe 50.

Le Bureau a élaboré un rapport² pour documenter cette discussion générale. Le public cible du rapport est constitué des mandants de l'OIT, soit les délégués des gouvernements et des organisations de travailleurs et d'employeurs, qui vont délibérer sur les points suggérés pour la discussion présentés à la fin du document. Il est prévu que la résolution et les conclusions émanant du comité documentent un plan d'action à l'échelle du Bureau.

Le rapport du Bureau contient une proposition de définition de l'ESS fondée sur la législation existante en matière d'économie sociale et solidaire³. Le présent

recueil de textes juridiques est censé servir de référence aux mandants de l'OIT lorsque ceux-ci se prépareront pour la discussion générale à la CIT.

Le recueil:

- choisit et étudie la législation adoptée à ce jour en matière d'ESS;
- présente les valeurs, les principes et les types d'organisation qui figurent dans la législation susmentionnée;
- Fournit une analyse comparative de la législation adoptée à ce jour en matière d'ESS

► Observations générales

Le travail se fonde sur l'analyse de 23 textes juridiques choisis, mais cette liste ne doit pas être considérée comme exhaustive. La liste complète des documents juridiques analysés dans la présente note figure à l'annexe 1.

Nous présentons ci-dessous les principaux points de la législation en matière d'ESS:

Type de législation: La plupart des textes juridiques sont des lois nationales (loi, *law*, *legge*, *ley*), alors que les deux restants sont des décrets (Belgique et Honduras).

Niveau de la législation: La très grande majorité (17 sur 23) sont des lois applicables au niveau national, alors que les six restants sont des lois infranationales (Italie, Belgique, Canada, Brésil et Argentine).

Couverture régionale: Cinq pays africains, neuf pays européens et neuf pays des Amériques ont adopté des textes juridiques en matière d'ESS. Alors qu'il existe des lois sur les formes d'organisation qui dépendent de l'ESS, aucun cadre légal relatif à l'ESS n'a été relevé à ce jour dans les régions de l'Asie et Pacifique ou des Etats arabes.

Définition spécifique de l'ESS: Tous les textes juridiques examinés fournissaient une définition de l'ESS. Dans le cas du Luxembourg, la définition se fonde sur les principes que les unités de l'ESS doivent observer. Néanmoins, certains textes juridiques utilisent une terminologie différente: "entreprise sociale" dans le cas de la Slovaquie

et de la Roumanie, "Madre Tierra" en Bolivie (ce qui dépasse le cadre de l'ESS) ou "économie populaire" au Brésil.

Valeurs de l'ESS: Les valeurs de l'ESS étaient explicitement mentionnées dans des sections spécifiques de quatre textes juridiques d'Amérique latine (Bolivie, Colombie, Honduras et Mexique). Les autres textes juridiques examinés mentionnent des valeurs dans les définitions de l'ESS et y font référence tout au long du texte.

Principes de l'ESS: Tous les textes juridiques examinés font référence aux principes, à l'exception de la loi slovaque, qui traite du sujet d'une manière plus opérationnelle. La législation slovaque contient des dispositions détaillées régissant la création d'acteurs de l'économie sociale, comme l'enregistrement, les subventions et le registre et incorpore les principes de l'ESS à la définition des entreprises sociales slovaques.

Formes d'organisation faisant partie de l'ESS: La plupart des textes législatifs mentionnent les formes d'organisation faisant partie de l'ESS. Au contraire, la législation luxembourgeoise ne fait pas référence à des formes d'organisation, mais fixe plutôt des conditions qui doivent être remplies par les unités de l'ESS.

Mesures politiques: Quelques textes juridiques contiennent des dispositions détaillées relatives à d'autres

²OIT: 2022. [Le travail décent et l'économie sociale et solidaire](#). CIT 110/VI.

³ Pour de plus amples détails sur la définition de l'ESS proposée, veuillez consulter les paragraphes 10 à 24 du rapport du Bureau.

aspects se rapportant à l'ESS. Par exemple, l'enregistrement et les subventions (Slovaquie), la mise en place d'une entité nationale, comme le fonds à fins spéciales (Argentine), le Conseil de l'ESS avec des prérogatives spéciales (Brésil) et l'Institut national du coopératisme (Uruguay). D'autres textes juridiques se concentrent uniquement sur les points essentiels et

renvoient les éléments plus opérationnels aux règlements ou décrets d'application (Espagne, Cap Vert, Mexique). Les dispositions qui reviennent le plus souvent par rapport aux procédures institutionnelles sont les exigences d'enregistrement des unités de l'ESS.

► **Tableau 1. Aperçu de la législation sur l'ESS analysée**

Région	Nationale	Infranationale	Total des législations	Définition spécifique de l'ESS	Valeurs de l'ESS	Principes de l'ESS	Types d'organisation faisant partie de l'ESS
Afrique	5	0	5	5	5	5	5
Amériques	6	3	9	9	9	9	9
Europe	6	3	9	7	8	8	8
Total	17	6	23	21	22	22	22

► Valeurs reflétées dans la législation en matière d'ESS

Les valeurs de l'ESS sont reflétées dans tous les cadres législatifs nationaux, à l'exception de la Belgique (Wallonie), dont la législation ne traite pas de cet aspect. Quatre des textes juridiques traitent des valeurs dans une section distincte, alors que d'autres les incorporent dans les définitions, le but ou les objectifs de la législation.

Alors que la terminologie utilisée dans les textes juridiques nationaux varie en fonction du pays, les valeurs

proprement dites peuvent être regroupées selon les catégories présentées dans le tableau 2. Des valeurs telles que prendre soin de l'humanité et de la planète, l'interdépendance et l'égalitarisme sont fréquemment présentes; toutefois, les valeurs d'intégrité, de responsabilité et de transparence sont moins fréquemment mentionnées.

► **Tableau 2. Présentation des valeurs dans les textes juridiques sur l'ESS⁴**

	Soins aux personnes et à la planète	Égalitarisme	Interdépendance	Intégrité	Self-governance	Notes
Argentine (Mendoza)	x	x	x	x		
Belgique (Wallonie)						Valeurs non mentionnées dans le décret
Bolivie	x	x	x		x	
Brésil (Minas Gerais)	x	x	x		x	
Cameroun	x				x	

⁴ Pour une description plus détaillée de chaque valeur, veuillez-vous référer au paragraphe 14 du rapport du Bureau sur le travail décent et l'économie sociale et solidaire

Canada (Québec)	x		x	x		
Cap-Vert	x	x	x		x	
Colombie	x	x	x		x	
Djibouti	x	x	x			
Equateur	x		x		x	
France	x	x	x		x	
Honduras	x	x	x		x	
Italie (Emilie Romagne)	x	x	x	x	x	
Italie (Vénétie julienne)	x		x			
Luxembourg	x	x	x	x	x	Contient la valeur générale de prendre soin des personnes en situation de vulnérabilité.
Mexique			x	x	x	Décret, les valeurs générales figurent à l'art. 25 de la Constitution politique
Portugal	x	x	x	x	x	
Roumanie	x			x	x	
Sénégal	x		x			
Slovaquie	x				x	
Espagne	x	x	x		x	
Tunisie	x	x	x		x	
Uruguay	x	x	x		x	
Nombre total	21	14	20	7	17	

► Principes figurant dans la législation en matière d'ESS

Les principes de l'intérêt social ou public sont mentionnés dans la plupart des législations en matière d'ESS et comprennent la gouvernance démocratique et participative, ainsi que l'interdiction ou la restriction de la

distribution de bénéfices. L'accent sur la coopération volontaire entre les participants était également mentionné dans dix des textes juridiques examinés.

► Note d'information de l'OIT

Recueil de textes juridiques sur le travail décent et l'économie sociale et solidaire

► Tableau 3. Présentation des principes contenus dans les textes juridiques sur l'ESS⁵

	Objectifs sociaux et publics	Interdiction ou restriction de la distribution de bénéfices	Gouvernance démocratique et participative	Coopération volontaire	Autonomie et indépendance	Notes
Argentine (Mendoza)	x	x	x			
Belgique (Wallonie)	x	x	x		x	
Bolivie	x	x				Les principes de la <i>Madre Tierra</i> vont au-delà du champ d'application de l'ESS.
Brésil (Minas Gerais)	x		x		x	
Cameroun	x	x	x	x		
Canada (Québec)	x	x	x		x	
Cap-Vert	x	x	x	x	x	
Colombie	x		x	x	x	Insiste aussi sur l'importance de l'éducation et de la formation des membres de l'ESS.
Djibouti	x	x	x			
Equateur	x	x	x		x	
France	x	x	x	x		
Honduras	x		x		x	
Italie (Emilie Romagne)	x	x	x			
Italie (Vénétie julienne)	x					Référence aux principes du Statuto Regionale (Statut régional)
Luxembourg	x	x	x		x	
Mexique	x	x	x	x	x	
Portugal	x		x	x	x	
Roumanie	x	x	x	x	x	
Sénégal	x	x	x	x	x	
Slovaquie	x	x	x		x	
Espagne	x	x	x	x	x	
Tunisie ⁶	x	x	x	x	x	
Uruguay	x	x	x			
Nombre total	23	18	21	10	15	

⁵ Pour une description plus détaillée de chaque principe, veuillez-vous référer au paragraphe 15 du rapport du Bureau sur le travail décent et l'économie sociale et solidaire

⁶ La loi tunisienne contient le principe de la propriété collective indivisible (art. 4, al. 6).

► Formes d'organisation figurant dans la législation en matière d'ESS

Les textes législatifs en matière d'ESS examinés comprennent un large éventail de formes d'organisation, dont les plus courantes sont les coopératives et les associations. On trouve parmi les autres formes d'organisation les sociétés mutuelles, les fondations et les entreprises sociales. Dans les législations slovaque et roumaine, le terme "entreprise sociale" est utilisé au sens large et va au-delà de l'ESS.

La législation de quelques pays prévoit une large gamme de formes d'organisation, censées entrer dans le cadre de

l'ESS (Cap Vert, Colombie, Slovaquie). Au contraire, la législation d'autres pays adopte une approche différente en évitant de restreindre l'ESS à des formes d'organisation spécifiques. Au lieu de cela, ces pays englobent dans l'ESS toutes les formes d'organisation qui respectent les principes de l'ESS (Luxembourg, région italienne d'Emilie Romagne, Roumanie ou Uruguay). Par exemple, la législation luxembourgeoise contient uniquement les exigences qui doivent être respectées par les entités actives dans l'ESS.

► **Tableau 4. Présentation des formes d'organisation contenues dans les textes juridiques sur l'ESS⁷**

	Coopérative	Société mutuelle	Association	Fondation	Groupe d'entraide	Entreprise sociale	Notes
Argentine (Mendoza)	x	x	x		x		Mentionne également les organisations solidaires et indigènes
Belgique (Wallonie)	x	x	x	x			Obligation d'adhérer aux principes éthiques de l'ESS
Bolivie	x		x				
Brazil (Minas Gerais)	x		x		x		Fixe aussi des règles à suivre par les organisations
Cameroun	x	x	x	x			Mentionne également les entreprises de l'économie sociale au sens large
Canada (Québec)	x	x	x				
Cap-Vert	x		x	x			Ainsi que d'autres associations altruistes respectant les principes de l'ESS
Colombie	x	x	x	x			Ainsi que d'autres formes d'entités collectives: les organisations faitières des unités de l'ESS, toutes les formes associatives de solidarité qui répondent aux caractéristiques mentionnées dans la loi
Djibouti	x	x	x	x			
Equateur	x		x				
France	x	x	x	x	x		Mentionne également les sociétés commerciales qui respectent les conditions et les principes de l'ESS
Honduras	x		x				Ainsi que des entreprises composées exclusivement de travailleurs

⁷ Pour une description plus détaillée de chaque forme d'organisation, veuillez-vous référer au paragraphe 17 du rapport du Bureau

► Note d'information de l'OIT

Recueil de textes juridiques sur le travail décent et l'économie sociale et solidaire

Italie (Emilie Romagne)	x	x	x				Ainsi que des groupes informels, d'autres entités reconnaissant les principes de l'ESS
Italie (Vénétie julienne)							N'aborde pas les formes d'organisation ni les structures
Luxembourg							Toute société (entité) qui adhère aux principes de l'ESS
Mexique	x						<i>Ejid</i> os (entreprises appartenant aux travailleurs), organisations de travailleurs, communautés
Portugal	x	x	x	x	x		Mentionne également les <i>misericórdias</i> (institutions de solidarité sociale privées)
Roumanie	x		x	x			Ainsi que d'autres entités qui adhèrent aux principes de l'économie sociale; les entreprises sociales sont mentionnées, mais en tant que concept générique
Sénégal	x	x	x			x	Également les acteurs de l'économie populaire
Slovaquie	x		x	x			Ainsi que les fonds de non-placement, les organisations à but non lucratif, une église à but spécifique, des personnes physiques
Espagne	x	x	x	x			Aussi les centres d'emploi spéciaux, les guildes de pêcheurs
Tunisie	x	x	x				Ainsi que les institutions économiques remplissant les conditions prévues dans la loi
Uruguay	x		x	x			Aussi les entreprises gérées par les travailleurs de diverses formes, les sociétés de développement rural, les entités de production d'artisanat et d'autres formes selon les principes de l'ESS
Nombre total	21	12	20	11	4	1	

► Mesures politiques reflétées dans la législation en matière d'ESS

En général, les textes législatifs agissent comme un cadre, fixant des orientations qui requièrent qu'un décret ou des réglementations mettent en œuvre les mesures politiques. Les dispositions détaillées destinées à faire

appliquer la législation en matière d'ESS doivent figurer dans les règlements d'application.

Douze des textes législatifs contiennent des dispositions sur les conditions d'enregistrement des entités de l'ESS.

► Tableau 5. Présentation des mesures politiques contenues dans les textes juridiques sur l'ESS

	Exigences d'enregistrement	Incidations fiscales	Institutions de soutien à la formation	Services de conseil juridique	Notes
Argentine (Mendoza)	x		x		Crée des conseils provinciaux pour l'ESS
Belgique (Wallonie)				x	
Bolivie	x				
Brésil (Minas Gerais)	x		x		Crée le Conseil national pour l'économie solidaire populaire avec un comité de certification chargé de l'enregistrement
Cameroun	x				

Canada (Québec)					
Cabo Verde		x			
Colombie	x			x	Crée un conseil et un fonds pour l'ESS
Djibouti	x	x		x	Dispositions détaillées à traiter dans un décret ministériel
Equateur	x		x	x	
France	x	x			Dispositions catégorisées selon les formes d'organisation
Honduras					
Italie (Emilie Romagne)		x			
Italie (Vénétie julienne)			x		
Luxemburg					
Mexique					
Portugal		x			
Roumanie	x				Contient des dispositions sur l'utilisation illégale de la marque d'entreprise sociale
Sénégal					
Slovaquie	x	x			Contient des dispositions détaillées sur la création, le fonctionnement et la révocation des entreprises sociales et des organisations de l'économie sociale (organisation faitière)
Espagne					
Tunisie	x				
Uruguay	x				
Nombre total	12	6	4	4	

► Annexes

Annexe 1: Liste des législations sélectionnées et examinées

Toutes les lois mentionnées sont disponibles dans la base de données [NATLEX](#) sur la législation nationale du travail, de la sécurité sociale et des droits de l'homme connexes.

Le sujet de l'[économie sociale et solidaire](#) est également disponible sous une catégorie spécifique dans NATLEX.

Afrique

- Loi n° 2019/004 du 25 avril 2019, Loi-cadre régissant l'économie sociale. Cameroun.
- Lei no122/VIII/2016 estabelece o regime jurídico da economia social. Cabo Verde.
- Loi n° 044/AN/19/8ème relative à l'Economie Sociale et Solidaire. Djibouti.
- Loi n° 2020-30 du 30 juin 2020, relative à l'économie sociale et solidaire. Tunisia.
- Loi d'orientation relative à l'économie sociale et solidaire, 2021. Sénégal.⁸

Amériques

- Ley núm. 8435, de 27 de junio de 2012, que crea el Programa de Promoción de la Economía Social y Solidaria de la Provincia de Mendoza. Argentina.
- Ley n°300 - Ley Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien - Ley de 15 de octubre 2012. Bolivia.
- Lei n 215.028, de 19 de janeiro de 2004, Institui a Política Estadual de Fomento à Economia Popular Solidária no Estado de Minas Gerais – PEFEPS. Minas Gerais. Brazil.
- Loi sur l'économie sociale, 10 octobre 2013, Quebec. Canada.
- Ley núm. 454 de 4 de agosto de 1998 sobre la economía solidaria y entidades de naturaleza cooperativa. Colombia.
- Ley orgánica de la economía popular y solidaria y del sector financiero popular y solidario, 2011. Ecuador.
- Decreto núm. 193-85, de 31 de octubre, que sanciona la Ley del Sector Social de la Economía, 1985. Honduras.
- Ley de la economía social y solidaria, reglamentaria del párrafo séptimo del artículo 25 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, en lo referente al sector social de la economía, 2012. Mexico.
- Ley núm. 19848, de 20 de diciembre de 2019, que declara de interés nacional la promoción, difusión, estímulo y desarrollo de la Economía Social y Solidaria, en cualquiera de sus expresiones. Uruguay.

Europe

- Décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale. Wallonie. Belgium.
- Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire. France.
- Legge Regionale 23 Luglio 2014, N. 19; Norme per la Promozione e il Sostegno dell' Economia Solidale, Emilia Romagna. Italy.
- Legge regionale 23 marzo 2017, n. 4 Norme per la valorizzazione e la promozione dell'economia solidale Regione autonoma Friuli Venezia Giulia. Italy.
- Loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal (incluant dans son chapitre 1er les principes de l'économie sociale et solidaire). Luxembourg.
- Lei n.º 30/2013 de 8 de maio Lei de Bases da Economia Social. Portugal.
- Lege Nr. 219 din 23 iulie 2015 privind economia social. Romania.
- 112/2018 Z.z. ZÁKON z 13. marca 2018, o sociálnej ekonomike a sociálnych podnikoch a o zmene a doplnení niektorých zákonov / Slovakia - Act of 13 March 2018 on the Social Economy and Social Enterprises and on Alterations and Amendments to certain Laws Slovakia as of January 2021. Slovakia.
- Ley 5/2011, de 29 de marzo, de Economía Social. Spain.

⁸ The adopted legal text is still not available.

Annexe 2: Définitions spécifiques de l'ESS dans certains textes législatifs

Pays et Législation	Disposition
Afrique National	
Loi n° 2019/004 du 25 avril 2019, Loi-cadre régissant l'économie sociale Cameroun	<p>article 2. Définitions</p> <p>Economie sociale : ensemble d'activités économiques menées par les organisations et les entreprises, fondées sur des principes de solidarité et de participation et recherchant l'intérêt collectif de leurs membres et/ou l'intérêt économique et social de la communauté.</p> <p>Entreprise de l'économie sociale: très petite, petite ou moyenne entreprise dont la propriété est collective, qui exerce à titre principal et de manière continue, une activité de production ou de distribution des biens et services selon les principes régissant l'économie sociale</p> <p>Organisation de l'économie sociale: structure autre que l'entreprise qui produit ou distribue en continu des biens ou services tout en poursuivant des finalités à la fois économiques et sociales.</p> <p>Responsabilité Sociale des Entreprises: obligation d'une entreprise à répondre aux exigences de développement et d'amélioration de la qualité de vie de ses membres, salariés ou populations environnantes de son lieu d'installation</p>
Lei n.º122/VIII/2016 estabelece o regime jurídico da economia social Cape Verde	<p>Artigo 3.º</p> <p>Definição</p> <p>Entende-se por economia social o conjunto das actividades económicas e empresariais, livremente levadas a cabo, no âmbito privado, por entidades que prosseguem os fins previstos no artigo seguinte e atuam de acordo com os princípios referidos no artigo 6.º.</p> <p>As actividades previstas no número 1 subordinam-se aos princípios orientadores estabelecidos no artigo 6.º e têm por finalidade prosseguir o interesse geral da sociedade, quer directamente quer através da prossecução dos interesses dos seus membros, utilizadores e beneficiários, quando socialmente relevantes.</p>
Loi N° 044/AN/19/8ème L relative à l'Economie Sociale et Solidaire. Djibouti, 2019	<p>Article 2 :</p> <p>Concept et dénomination L'économie sociale et solidaire, au sens de la présente loi désigne l'ensemble des activités économiques et sociales organisées dans le cadre de structures formelles ou de groupements de personnes physiques ou morales poursuivant une finalité d'intérêt collectif et sociétal et qui sont réalisées dans le cadre d'entités exploitées conformément aux principes directeurs définis à l'article 3 de la présente loi.</p>
Loi n° 2020-30 du 30 juin 2020, relative à l'économie sociale et solidaire. Tunisia	<p>Art. 2 - Au sens de la présente loi, on entend par :</p> <p>1-Economie sociale et solidaire : un modèle économique composé d'un ensemble d'activités économiques à finalité sociale et portant sur la production, la transformation, la distribution, l'échange, la commercialisation et la consommation de marchandises et services assurés par les entreprises de l'économie sociale et solidaire, et ce, en vue de répondre aux besoins collectifs de ses membres et à l'intérêt économique et social général, et dont le but principal ne consiste pas à s'en partager les bénéfices.</p>
Amériques	
Sous-régional	
Ley núm. 8435, de 27 de junio de 2012, que crea el Programa de Promoción de la Economía Social y Solidaria de la Provincia de Mendoza Argentina	<p>Artículo 2º - A los fines de la presente Ley se entiende por Economía Social y Solidaria (E.S.y S.) al conjunto de recursos y actividades, y grupos, instituciones y organizaciones, que operan según principios de solidaridad, cooperación y autoridad legítima, en la incorporación y disposición de recursos para la realización de actividades de producción, distribución, circulación, financiamiento y consumo digno y responsable; cuyo sentido no es el lucro sin límites sino la resolución de las necesidades de los trabajadores, sus familias y comunidades, y del medio ambiente; para lograr una sociedad más justa, inclusiva e igualitaria.</p>
Lei n215.028, de 19 de janeiro de 2004, Institui a Política Estadual de Fomento à Economia Popular Solidária no Estado de Minas Gerais – PEFEPS Minas Gerais Brazil	<p>Art. 2º - A Economia Popular Solidária constitui-se de iniciativas da sociedade civil que visam à geração de produto ou serviço, por meio da organização, da cooperação, da gestão democrática, da solidariedade, da distribuição equitativa das riquezas produzidas coletivamente, da autogestão, do desenvolvimento local integrado e sustentável, do respeito ao equilíbrio dos ecossistemas, da valorização do ser humano e do trabalho e do estabelecimento de relações igualitárias entre homens e mulheres.</p>

<p>Loi sur l'économie sociale, 10 octobre 2013 Québec, Canada,</p>	<p>On entend par «économie sociale», l'ensemble des activités économiques à finalité sociale réalisées dans le cadre des entreprises dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services (...) Pour l'application du premier alinéa, la finalité sociale est celle qui n'est pas centrée sur le profit pécuniaire mais sur le service aux membres ou à la collectivité et elle s'apprécie notamment en fonction de la contribution de l'entreprise à l'amélioration du bien-être de ses membres ou de la collectivité et à la création d'emplois durables et de qualité.</p>
<p>National</p>	
<p>Ley n°300 - Ley Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien - Ley de 15 de octubre 2012 Bolivia</p>	<p>Artículo 5. (DEFINICIONES). El Vivir Bien (Sumaj Kamaña, Sumaj Kausay, Yaiko Kavi Päve). Es el horizonte civilizatorio y cultural alternativo al capitalismo y a la modernidad que nace en las cosmovisiones de las naciones y pueblos indígena originario campesinos, y las comunidades interculturales y afrobolivianas, y es concebido en el contexto de la interculturalidad. Se alcanza de forma colectiva, complementaria y solidaria integrando en su realización práctica, entre otras dimensiones, las sociales, las culturales, las políticas, las económicas, las ecológicas, y las afectivas, para permitir el encuentro armonioso entre el conjunto de seres, componentes y recursos de la Madre Tierra. Significa vivir en complementariedad, en armonía y equilibrio con la Madre Tierra y las sociedades, en equidad y solidaridad y eliminando las desigualdades y los mecanismos de dominación. Es Vivir Bien entre nosotros, Vivir Bien con lo que nos rodea y Vivir Bien consigo mismo.</p>
<p>Ley núm. 454 de 4 de agosto de 1998 sobre la economía solidaria y entidades de naturaleza cooperativa Colombia</p>	<p>ARTÍCULO 2º.- Definición. Para efectos de la presente Ley denominase ECONOMÍA SOLIDARIA al sistema socioeconómico, cultural y ambiental conformado por el conjunto de fuerzas sociales organizadas en formas asociativas identificadas por prácticas autogestionarias solidarias, democráticas y humanistas, sin ánimo de lucro para el desarrollo integral del ser humano como sujeto, actor y fin de la economía.</p>
<p>Ley orgánica de la economía popular y solidaria y del sector financiero popular y solidario, Ecuador 2011</p>	<p>Art. 1.- Definición.- Para efectos de la presente Ley, se entiende por economía popular y Solidaria a la forma de organización económica, donde sus integrantes, individual o colectivamente, organizan y desarrollan procesos de producción, intercambio, comercialización, financiamiento y consumo de bienes y servicios, para satisfacer necesidades y generar ingresos, basadas en relaciones de solidaridad, cooperación y reciprocidad, privilegiando al trabajo y al ser humano como sujeto y fin de su actividad, orientada al buen vivir, en armonía con la naturaleza, por sobre la apropiación, el lucro y la acumulación de capital.</p>
<p>Decreto núm. 193-85, de 31 de octubre, que sanciona la Ley del Sector Social de la Economía Honduras, 1985</p>	<p>ARTICULO 2 Se define el Sector Social de la Economía como el conjunto de empresas y organizaciones formadas por trabajadores que sostienen la primacía del trabajo, optan por la propiedad social de los medios de producción y establecen que el excedente generado es un medio para elevar el nivel de vida de sus miembros.</p>
<p>Ley de la economía social y solidaria, reglamentaria del párrafo séptimo del artículo 25 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, en lo referente al sector social de la economía, Mexico 2012</p>	<p>Artículo 3o. El Sector Social de la Economía es el sector de la economía a que hace mención el párrafo séptimo del Artículo 25 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, el cual funciona como un sistema socioeconómico creado por organismos de propiedad social, basados en relaciones de solidaridad, cooperación y reciprocidad, privilegiando al trabajo y al ser humano, conformados y administrados en forma asociativa, para satisfacer las necesidades de sus integrantes y comunidades donde se desarrollan, en concordancia con los términos que establece la presente Ley</p>
<p>Ley núm. 19848, de 20 de diciembre de 2019, que declara de interés nacional la promoción, difusión, estímulo y desarrollo de la Economía Social y Solidaria, en cualquiera de sus expresiones, Uruguay 2019</p>	<p>Artículo 3º.- (Composición).- La Economía Social y Solidaria está compuesta por el conjunto de entidades que en el ámbito privado desarrollan actividades económicas, sociales, culturales y ambientales, de conformidad con los principios recogidos en el artículo 4º de esta ley y persiguen el interés común de sus integrantes, el interés general económico o social, o ambos.</p>
<p>Europe</p>	
<p>Sous-régional</p>	
<p>Décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale. Belgium, Wallonie</p>	<p>Article 1. Par économie sociale, au sens du présent décret, on entend les activités économiques productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par l'ensemble des principes (...)</p>
<p>LEGGE REGIONALE 23 luglio 2014, n. 19; NORME PER LA PROMOZIONE E IL SOSTEGNO DELL'ECONOMIA SOLIDALE, Emilia Romagna Italy</p>	<p>Art. 1. Principi In armonia con i principi e le finalità dello statuto regionale, per promuovere lo sviluppo civile, sociale ed economico della collettività, la Regione Emilia-Romagna riconosce e sostiene l'economia solidale, quale modello sociale economico e culturale improntato a principi di eticità e giustizia, di equità e coesione sociale, di solidarietà e centralità della persona, di tutela del patrimonio naturale e legame con il territorio e quale strumento fondamentale per affrontare le situazioni di crisi economica, occupazionale e ambientale.</p>

National	
Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire France	<p>Article 1</p> <p>- L'économie sociale et solidaire est un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :</p> <p>1° Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices ;</p> <p>2° Une gouvernance démocratique, définie et organisée par les statuts, prévoyant l'information et la participation, dont l'expression n'est pas seulement liée à leur apport en capital ou au montant de leur contribution financière, des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise ; (...)</p>
Lei n.º 30/2013 de 8 de maio Lei de Bases da Economia Social, Portugal	<p>Artigo 2.º</p> <p>Definição</p> <p>1 — Entende -se por economia social o conjunto das atividades económico -sociais, livremente levadas a cabo pelas entidades referidas no artigo 4.º da presente lei.</p> <p>2 — As atividades previstas no n.º 1 têm por finalidade prosseguir o interesse geral da sociedade, quer diretamente quer através da prossecução dos interesses dos seus membros, utilizadores e beneficiários, quando socialmente relevantes.</p>
Lege Nr. 219 din 23 iulie 2015 privind economia socială, Romania	<p>ART. 2</p> <p>(1) Economia socială reprezintă ansamblul activităților organizate independent de sectorul public, al căror scop este să servească interesul general, interesele unei colectivități și/sau interesele personale nepatrimoniale, prin creșterea gradului de ocupare a persoanelor aparținând grupului vulnerabil și/sau producerea și furnizarea de bunuri, prestarea de servicii și/sau execuția de lucrări.</p> <p>(2) Economia socială are la bază inițiativa privată, voluntară și solidară, cu un grad ridicat de autonomie și responsabilitate, precum și distribuirea limitată a profitului către asociați.</p>
112/2018 Z.z. ZÁKON z 13. marca 2018, o sociálnej ekonomike a sociálnych podnikoch a o zmene a doplnení niektorých zákonov / Slovakia - Act of 13 March 2018 on the Social Economy and Social Enterprises and on Alterations and Amendments to certain Laws Slovakia as of January 2021	<p>Section 3</p> <p>Social Economy</p> <p>The social economy is the sum of productive, distribution, or consumer activities carried out through an economic or non-economic activity independently of state authorities, the main objective of which is to achieve a positive social impact.</p>
Ley 5/2011, de 29 de marzo, de Economía Social, Spain	<p>Artículo 2. Concepto y denominación.</p> <p>Se denomina economía social al conjunto de las actividades económicas y empresariales, que en el ámbito privado llevan a cabo aquellas entidades que, de conformidad con los principios recogidos en el artículo 4, persiguen bien el interés colectivo de sus integrantes, bien el interés general económico o social, o ambos.</p>

Annexe 3 : Valeurs de l'ESS dans les textes législatifs sélectionnés

Pays et Législation	Disposition
Amériques National	
Ley n°300 - Ley Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien - Ley de 15 de octubre 2012 Bolivia	<p>Artículo 6. (VALORES DEL VIVIR BIEN). En el marco del Vivir Bien se establecen los siguientes valores del vivir bien del Estado Plurinacional de Bolivia, para la construcción de una sociedad justa, equitativa y solidaria:</p> <p>Saber Crecer. Vivir Bien, es crecer y compartir con espiritualidad y fe, en el marco del respeto a la libertad de religión y de las creencias espirituales de acuerdo a las cosmovisiones del pueblo boliviano, que promueve y construye vínculos edificantes, virtudes humanitarias y solidarias para llevar una vida armoniosa.</p> <p>Saber Alimentarse. Vivir Bien, es alimentarse con calidad y productos naturales; saber combinar las comidas y bebidas adecuadas a partir de las estaciones del año, respetando los ayunos y ofrendando alimentos a la Madre Tierra.</p> <p>Saber Danzar. Vivir Bien, es danzar en gratitud a la Madre Tierra y en celebración de la comunidad y armonía entre las personas donde se manifiesta la dimensión espiritual y energética.</p> <p>Saber Trabajar. Vivir Bien, es considerar el trabajo como fiesta y como felicidad. Se retoma el pensamiento ancestral de que el trabajo es fiesta, por tanto se lo realiza con amor y pasión. Es trabajar en reciprocidad y complementariedad; es más que devolver el trabajo o los productos de la ayuda prestada en cualquier actividad.</p> <p>Saber Comunicarse. Vivir Bien, es comunicarse y saber hablar. Sentir y pensar bien para hablar, lo que implica hablar para construir, para alentar, para aportar. Todo lo que hablemos se escribe en los corazones y en la memoria genética de los seres de la Madre Tierra.</p> <p>Saber Soñar. Vivir Bien, es soñar en un buen futuro, que es proyectar la vida, partiendo de que todo empieza desde el sueño, por lo tanto el sueño es el inicio de la realidad.</p> <p>Saber Escuchar. Vivir Bien, es escucharnos para conocernos, reconocernos, respetarnos y ayudarnos. Es escuchar a los mayores y revalorizar los saberes de las naciones indígena originario campesinas; es leer las arrugas de los abuelos para poder retomar el camino. Es no sólo escuchar con los oídos, es percibir, sentir y escuchar con todo nuestro espíritu, conciencia y cuerpo.</p> <p>Saber Pensar. Es la reflexión no sólo desde lo racional sino desde el sentir, para que sin perder la razón caminemos en la senda del corazón.</p>
Ley núm. 454 de 4 de agosto de 1998 sobre la economía solidaria y entidades de naturaleza cooperativa Colombia	ARTÍCULO 3º.- Protección, promoción y fortalecimiento. Declárase de interés común la protección, promoción y fortalecimiento de las cooperativas y demás formas asociativas y solidarias de propiedad como un sistema eficaz para contribuir al desarrollo económico, al fortalecimiento de la democracia, a la equitativa distribución de la propiedad y del ingreso y a la racionalización de todas las actividades económicas, en favor de la comunidad y en especial de las clases populares.
Decreto núm. 193-85, de 31 de octubre, que sanciona la Ley del Sector Social de la Economía Honduras, 1985	ARTICULO: 1 Declárese de interés público la organización, fomento y desarrollo del Sector Social de la Economía, para contribuir a humanizar el desarrollo económico y social del país, de acuerdo con los principios de eficiencia en la producción, justicia social en la distribución de la riqueza y el ingreso nacional, coexistencia democrática y armónica en las diversas formas de propiedad y empresas en que se sustenta el 2 Sistema Económico de Honduras, de acuerdo con la Constitución de la República.
Ley de la economía social y solidaria, reglamentaria del párrafo séptimo del artículo 25 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, en lo referente al sector social de la economía, Mexico 2012	Artículo 10. Los Organismos del Sector orientarán su actuación en los siguientes valores: Ayuda mutua; Democracia; Equidad; Honestidad; Igualdad; Justicia; Pluralidad; Responsabilidad compartida; Solidaridad; Subsidiariedad; Transparencia; Confianza, y Autogestión.

Annexe 4 : Principes de l'ESS dans les textes législatifs sélectionnés

Pays et Législation	Disposition
Afrique	
National	
Loi n° 2019/004 du 25 avril 2019, Loi-cadre régissant l'économie sociale Cameroun	<p>ARTICLE 3.- (1) Sont éligibles au statut d'Unité de l'Economie Sociale, les organisations et entreprises, quelles que soient leurs formes juridiques, qui remplissent les critères ci après:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la primauté de l'Homme et de la finalité sociale sur le capital ; - la liberté d'adhésion ; - la gouvernance transparente, démocratique et participative ; - l'utilité collective ou sociale du projet ; - la recherche de l'intérêt collectif et la juste répartition des excédents ; - la mise en commun des ressources de ses membres ; <p>la conformité au statut juridique d'origine</p>
Lei n.º122/VIII/2016 estabelece o regime jurídico da economia social Cape Verde	<p>Artigo 4.º Fins da economia social</p> <p>São fins da economia social:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Promover o desenvolvimento integral do ser humano; b) Contribuir para o desenvolvimento socioeconómico de Cabo Verde, participando na produção, distribuição e consumo de bens e serviços socialmente necessários; c) Promover a educação e formação impulsionando práticas que consolidem uma cultura solidária, criativa e empreendedora; d) Contribuir para o exercício e aperfeiçoamento da democracia participativa; e) Promover aos membros das entidades que integram a economia social a participação e acesso à formação, o trabalho, a propriedade, a informação, a gestão e a distribuição equitativa de benefícios sem discriminação alguma; f) Promover a emancipação económica social das comunidades; e g) Promoção da cultura e do desporto.
Loi N° 044/AN/19/8ème L relative à l'Economie Sociale et Solidaire. Djibouti, 2019	<p>Article 3 :</p> <p>Principes directeurs Les personnes morales, citées aux articles 4 et 5 de la présente loi, sont régies quant à leur constitution, les modalités de fonctionnement et leur dissolution aux règles fixées par leurs statuts spécifiques et sur la base des principes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la primauté de la personne, du travail et de la finalité sociale sur le capital; b) la promotion de la solidarité interne et d'une société qui favorise l'engagement pour le développement local, l'égalité des chances pour les hommes et les femmes et la cohésion sociale; c) une gouvernance démocratique et participative prévoyant l'information pour chaque membre sur la transparence du fonctionnement ; d) un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices ; e) une gestion collective indivisible.

<p>Loi n° 2020-30 du 30 juin 2020, relative à l'économie sociale et solidaire. Tunisie</p>	<p>Art. 4 - Les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont tenues, dans leurs statuts et dans l'exercice de leurs activités, de respecter cumulativement les principes suivants :</p> <p>1- La priorité de l'Homme et de la finalité sociale sur le capital et le respect des règles de développement durable. 2- Adhésion conformément à la législation en vigueur régissant les personnes morales prévues à l'alinéa 3 de l'article 2 de la présente loi, et retrait libre et volontaire sans discrimination.</p> <p>3- Gestion démocratique, transparente conformément aux règles de bonne gouvernance et sur la base de la règle selon laquelle chaque membre dispose d'une seule voix.</p> <p>4- Coopération volontaire et entraide entre les entreprises de l'économie sociale et solidaire.</p> <p>5- Lucrativité limitée conformément aux règles suivantes :</p> <p>Affectation de 15% des excédents aux réserves obligatoires jusqu'à ce qu'elles atteignent 50% du capital de l'entreprise en cause ;</p> <p>- Affectation d'un maximum de 5 % des excédents à des activités sociales, culturelles et environnementales ;</p> <p>- répartition du surplus des excédents à hauteur d'un pourcentage ne dépassant pas les 25 % par décision de l'Assemblée générale ;</p> <p>- Le surplus est utilisé pour accroître et développer ses activités ou pour contribuer à la création de nouvelles entreprises dans le cadre de l'économie sociale et solidaire.</p> <p>Sont exceptées de l'application de ce principe, les associations régies par le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011.</p> <p>En outre, pour les associations classées comme entreprise de l'économie sociale et solidaire, la moyenne des rémunérations et primes annuelles des trois salariés ayant les grades les plus élevés, ne peut dépasser huit fois le salaire minimum sectoriel.</p> <p>6- Propriété collective indivisible.</p> <p>7- Indépendance de gestion vis-à-vis des autorités publiques et des partis politiques, à l'exception des associations mutuelles.</p>
<p>Amériques</p>	
<p>Sous-national</p>	
<p>Ley núm. 8435, de 27 de junio de 2012, que crea el Programa de Promoción de la Economía Social y Solidaria de la Provincia de Mendoza Argentina</p>	<p>Artículo 1º - Créase el Programa de Promoción de la Economía Social y Solidaria de la Provincia de Mendoza, que tendrá los siguientes objetivos:</p> <p>a) Diseñar una Planificación Estratégica Participativa a corto, mediano y largo plazo tendiente a la construcción de una política pública integrada y articulada de la Economía Social y Solidaria en todo el territorio de la Provincia de Mendoza.</p> <p>b) Implementar planes de Educación, capacitación y asesoramiento destinados a mejorar los procesos de organización, de producción y comercialización de sus productos y a transmitir e incorporar los principios y valores de la Economía Social y Solidaria en la sociedad mendocina.</p> <p>c) Proponer y ejecutar un sistema de cuantificación de los sujetos de la Economía Social y Solidaria, a través de la articulación con otros organismos provinciales y nacionales; y la implementación de un régimen diferencial de impuestos, tasas y contribuciones de orden provincial así como de una gestión eficaz en inscripciones correspondiente a diversos productos y/o servicios.</p> <p>d) Favorecer los procesos Productivos de las personas y organizaciones que desarrollen actividades dentro del marco de la Economía Social y Solidaria a través de una política de subsidios y financiamiento de sus actividades.</p> <p>e) Promover acciones concretas referidas a fortalecer el circuito de la Comercialización e Intercambio para permitir darle sustentabilidad y sostenibilidad incorporando mecanismos de involucramiento social.</p>
<p>Lei n215.028, de 19 de janeiro de 2004, Institui a Política Estadual de Fomento à Economia Popular Solidária no Estado de Minas Gerais – PEFEPS Minas Gerais Brazil</p>	<p>Art. 30 - A Política Estadual de Fomento à Economia Popular Solidária tem os seguintes objetivos: - I - gerar trabalho e renda;</p> <p>II - apoiar a organização e o registro de empreendimentos da Economia Popular Solidária;</p> <p>III - apoiar a introdução de novos produtos, processos e serviços no mercado;</p> <p>IV - promover a agregação de conhecimento e a incorporação de tecnologias nos empreendimentos da Economia Popular Solidária;</p> <p>V - reduzir a vulnerabilidade e prevenir a falência dos empreendimentos;</p> <p>VI - consolidar os empreendimentos que tenham potencial de crescimento;</p> <p>VII - proporcionar a associação entre pesquisadores, parceiros e empreendimentos;</p> <p>VIII - estimular a produção intelectual sobre o tema, como estudos, pesquisas, publicações e material didático de apoio aos empreendimentos da Economia Popular Solidária;</p> <p>IX - criar e consolidar uma cultura empreendedora, baseada nos valores da Economia Popular Solidária;</p> <p>X - educar, formar e capacitar tecnicamente as trabalhadoras e os trabalhadores dos empreendimentos da Economia Popular Solidária;</p> <p>XI - integrar os empreendimentos no mercado e tornar suas atividades auto-sustentáveis;</p> <p>XII - articular Municípios, Estados e União, visando uniformizar e articular a legislação;</p> <p>XIII - constituir e manter atualizado um banco de dados, com o cadastro dos empreendimentos de Economia Popular Solidária que cumpram os requisitos desta Lei.</p>

<p>Loi sur l'économie sociale, 10 octobre 2013 Québec, Canada,</p>	<p>(...) l'ensemble des activités économiques à finalité sociale réalisées dans le cadre des entreprises dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui sont exploitées conformément aux principes suivants: 1° l'entreprise a pour but de répondre aux besoins de ses membres ou de la collectivité; 2° l'entreprise n'est pas sous le contrôle décisionnel d'un ou de plusieurs organismes publics au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1); 3° les règles applicables à l'entreprise prévoient une gouvernance démocratique par les membres; 4° l'entreprise aspire à une viabilité économique; 5° les règles applicables à l'entreprise interdisent la distribution des surplus générés par ses activités ou prévoient une distribution de ceux-ci aux membres au prorata des opérations effectuées entre chacun d'eux et l'entreprise; 6° les règles applicables à la personne morale qui exploite l'entreprise prévoient qu'en cas de dissolution, le reliquat de ses biens doit être dévolu à une autre personne morale partageant des objectifs semblables.</p>
<p>National</p>	
<p>Ley n°300 - Ley Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien - Ley de 15 de octubre 2012 Bolivia</p>	<p>Artículo 4. (PRINCIPIOS). Los principios que rigen la presente Ley además de los establecidos en el Artículo 2 de la Ley N° 071 de Derechos de la Madre Tierra son: Compatibilidad y complementariedad de derechos, obligaciones y deberes. Un derecho no puede materializarse sin los otros o no puede estar sobre los otros, implicando la interdependencia y apoyo mutuo de los siguientes derechos: a) Derechos de la Madre Tierra como sujeto colectivo de interés público. b) Derechos colectivos e individuales de las naciones y pueblos indígena originario campesinos, comunidades interculturales y afrobolivianas. c) Derechos fundamentales, civiles, políticos, sociales, económicos y culturales del pueblo boliviano para Vivir Bien a través de su desarrollo integral. d) Derecho de la población urbana y rural a vivir en una sociedad justa, equitativa y solidaria sin pobreza material, social y espiritual; así como su articulación con las obligaciones del Estado Plurinacional de Bolivia y los deberes de la sociedad y las personas. No Mercantilización de las Funciones Ambientales de la Madre Tierra. Las funciones ambientales y procesos naturales de los componentes y sistemas de vida de la Madre Tierra, no son considerados como mercancías sino como dones de la sagrada Madre Tierra. Integralidad. La interrelación, interdependencia y la funcionalidad de todos los aspectos y procesos sociales, culturales, ecológicos, económicos, productivos, políticos y afectivos desde las dimensiones del Vivir Bien deben ser la base del desarrollo integral, de la elaboración de las políticas, normas, estrategias, planes, programas y proyectos, así como de los procesos de planificación, gestión e inversión pública, armonizados en todos los niveles del Estado Plurinacional de Bolivia. Precautorio. El Estado Plurinacional de Bolivia y cualquier persona individual o colectiva se obliga a prevenir y/o evitar de manera oportuna eficaz y eficiente los daños a los componentes de la Madre Tierra incluyendo el medio ambiente, la biodiversidad, a la salud humana y a los valores culturales intangibles, sin que se pueda omitir o postergar el cumplimiento de esta obligación alegando la falta de certeza científica y/o falta de recursos. Los pequeños productores mineros y cooperativas mineras realizarán estas acciones con el apoyo de las entidades competentes del Estado Plurinacional de Bolivia. Garantía de Restauración de la Madre Tierra. El Estado Plurinacional de Bolivia y cualquier persona individual, colectiva o comunitaria que ocasione daños de forma accidental o premeditada a los componentes, zonas y sistemas de vida de la Madre Tierra, está obligada a realizar una integral y efectiva restauración o rehabilitación de la funcionalidad de los mismos, de manera que se aproximen a las condiciones preexistentes al daño, independientemente de otras responsabilidades que puedan determinarse. Garantía de Regeneración de la Madre Tierra. El Estado Plurinacional de Bolivia y cualquier persona individual, colectiva o comunitaria con derechos de propiedad, uso y aprovechamiento sobre los componentes de la Madre Tierra, está obligada a respetar las capacidades de regeneración de los componentes, zonas y sistemas de vida de la Madre Tierra Responsabilidad Histórica. El Estado y la sociedad asumen la obligación de impulsar las acciones que garanticen la mitigación, reparación y restauración de los daños de magnitud a los componentes, zonas y sistemas de vida de la Madre Tierra. Prioridad de la Prevención. Ante la certeza de que toda actividad humana genera impactos sobre los componentes, zonas y sistemas de vida de la Madre Tierra, se deben asumir prioritariamente las medidas necesarias de prevención y protección que limiten o mitiguen dichos impactos. Participación Plural. El Estado Plurinacional de Bolivia y el pueblo boliviano, para la defensa de los derechos de la Madre Tierra, utilizan procedimientos consensuados y democráticos con participación amplia en sus diversas formas.</p>

	<p>Agua Para la Vida. El Estado Plurinacional de Bolivia y la sociedad asumen que el uso y acceso indispensable y prioritario al agua, debe satisfacer de forma integral e indistinta la conservación de los componentes, zonas y sistemas de vida de la Madre Tierra, la satisfacción de las necesidades de agua para consumo humano y los procesos productivos que garantizan la soberanía con seguridad alimentaria.</p> <p>Solidaridad Entre Seres Humanos. El Estado Plurinacional de Bolivia promueve acciones de desarrollo integral que priorizan a las personas de menores ingresos económicos y con mayores problemas en la satisfacción de sus necesidades materiales, sociales y espirituales, y goce pleno de sus derechos fundamentales.</p> <p>Relación Armónica. El Estado Plurinacional de Bolivia promueve una relación armónica, dinámica, adaptativa y equilibrada entre las necesidades del pueblo boliviano con la capacidad de regeneración de los componentes y sistemas de vida de la Madre Tierra.</p> <p>Justicia Social. El Estado Plurinacional de Bolivia tiene como fin construir una sociedad justa, equitativa y solidaria sin pobreza material, social y espiritual, que significa que el pueblo boliviano en su conjunto cuenta con las capacidades, condiciones, medios e ingresos económicos necesarios para satisfacer sus necesidades materiales, sociales y afectivas, en el marco del respeto a la pluralidad económica, social, jurídica, política y cultural para la plena realización del Vivir Bien.</p> <p>Justicia Climática. El Estado Plurinacional de Bolivia, en el marco de la equidad y las responsabilidades comunes pero diferenciadas de los países ante el cambio climático, reconoce el derecho que tiene el pueblo boliviano y sobre todo las personas más afectadas por el mismo a alcanzar el Vivir Bien a través de su desarrollo integral en el marco del respeto a las capacidades de regeneración de la Madre Tierra.</p> <p>Economía Plural. El Estado Plurinacional de Bolivia reconoce la economía plural como el modelo económico boliviano, considerando las diferentes formas de organización económica, sobre los principios de la complementariedad, reciprocidad, solidaridad, redistribución, igualdad, sustentabilidad, equilibrio y armonía, donde la economía social comunitaria complementará el interés individual con el Vivir Bien colectivo.</p> <p>Complementariedad y Equilibrio. El Estado Plurinacional de Bolivia promueve la complementariedad de los seres vivos en la Madre Tierra para Vivir Bien.</p> <p>Diálogo de Saberes. El Estado Plurinacional de Bolivia asume la complementariedad entre los saberes y conocimientos tradicionales y las ciencias.</p>
<p>Ley núm. 454 de 4 de agosto de 1998 sobre la economía solidaria y entidades de naturaleza cooperativa Colombia</p>	<p>ARTÍCULO 4º.- Principios de la economía solidaria. Son principios de la Economía Solidaria: El ser humano, su trabajo y mecanismos de cooperación, tienen primacía sobre los medios de producción. Espíritu de solidaridad, cooperación, participación y ayuda mutua. Administración democrática, participativa, autogestionaria y emprendedora. Adhesión voluntaria, responsable y abierta. Propiedad asociativo y solidaria sobre los medios de producción. Participación económica de los asociados, en justicia y equidad. Departamento Administrativo de la Función Pública Ley 454 de 1998 2 EVA - Gestor Normativo Formación e información para sus miembros, de manera permanente, oportuna y progresiva. Autonomía, autodeterminación y autogobierno. Servicio a la comunidad. Integración con otras organizaciones del mismo sector. Promoción de la cultura ecológica.</p>
<p>Ley orgánica de la economía popular y solidaria y del sector financiero popular y solidario, Ecuador 2011</p>	<p>Art. 4.- Principios.- Las personas y organizaciones amparadas por esta ley, en el ejercicio de sus actividades, se guiarán por los siguientes principios, según corresponda:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La búsqueda del buen vivir y del bien común; b) La prelación del trabajo sobre el capital y de los intereses colectivos sobre los individuales; c) El comercio justo y consumo ético y responsable; d) La equidad de género; e) El respeto a la identidad cultural; f) La autogestión; g) La responsabilidad social y ambiental, la solidaridad y rendición de cuentas; y, h) La distribución equitativa y solidaria de excedentes.
<p>Decreto núm. 193-85, de 31 de octubre, que sanciona la Ley del Sector Social de la Economía Honduras, 1985</p>	<p>Los principios de libertad, democracia económica, justicia, solidaridad, autogestión, participación y pluralismo.</p>
<p>Ley de la economía social y solidaria, reglamentaria del párrafo séptimo del artículo 25 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, en lo referente al sector social de la economía, Mexico 2012</p>	<p>Artículo 8o. Son fines del Sector Social de la Economía: I. Promover el desarrollo integral del ser humano; II. Contribuir al desarrollo socioeconómico del país, participando en la producción, distribución y consumo de bienes y servicios socialmente necesarios; III. Fomentar la educación y formación impulsando prácticas que consoliden una cultura solidaria, creativa y emprendedora; IV. Contribuir al ejercicio y perfeccionamiento de la democracia participativa; V. Participar en el diseño de planes, programas y proyectos de desarrollo económico y social, en términos de la legislación aplicable; VI. Facilitar a los Asociados de los Organismos del Sector la participación y acceso a la formación, el trabajo, la propiedad, la información, la gestión y distribución equitativa de beneficios sin discriminación alguna; Fracción reformada DOF 11-06-2013 VII. Participar en la generación de fuentes de trabajo y de mejores formas de vida para todas las personas; Fracción adicionada</p>

	<p>DOF 11-06-2013 VIII. Impulsar el pleno potencial creativo e innovador de los trabajadores, ciudadanos y la sociedad, y Fracción adicionada DOF 11-06-2013 IX. Promover la productividad como mecanismo de equidad social.</p> <p>Artículo 9o. Los Organismos del Sector tomarán en cuenta en su organización interna, los siguientes principios:</p> <p>Autonomía e independencia del ámbito político y religioso;</p> <p>II. Régimen democrático participativo;</p> <p>III. Forma autogestionaria de trabajo;</p> <p>IV. Interés por la comunidad.</p>
<p>Ley núm. 19848, de 20 de diciembre de 2019, que declara de interés nacional la promoción, difusión, estímulo y desarrollo de la Economía Social y Solidaria, en cualquiera de sus expresiones, Uruguay 2019</p>	<p>Artículo 4º. - (Principios).- Las entidades de la Economía Social y Solidaria deberán observar los siguientes principios:</p> <p>A) La persona debe ser el centro de la actividad económica y social, teniendo absoluta primacía frente al capital.</p> <p>B) Las relaciones entre los integrantes de la iniciativa se sustentarán en la solidaridad, la cooperación, la reciprocidad y el control democrático, primando el interés común por sobre el individual.</p> <p>C) La gestión debe ser autónoma, democrática y participativa.</p> <p>D) Debe existir un compromiso con la comunidad, la organización y desarrollo local y territorial, y con el cuidado del medio ambiente.</p> <p>E) En los casos en que la forma jurídica lo habilite, la distribución de excedentes se efectuará principalmente en función del trabajo aportado y servicio o actividad realizada por los asociados y asociadas.</p> <p>F) Promover la equidad de género y favorecer la inclusión social de personas con dificultades de inserción.</p>
<p>Europe</p>	
<p>Sous-régional</p>	
<p>Décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale. Belgiun Wallonie</p>	<p>Article 1. Par économie sociale, au sens du présent décret, on entend les activités économiques productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par l'ensemble des principes suivants :</p> <p>1° finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit;</p> <p>2° autonomie de gestion;</p> <p>3° processus de décision démocratique;</p> <p>4° primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.</p> <p>Par son action, elle permet d'amplifier la performance du modèle de développement socio-économique de l'ensemble de la Région wallonne et vise l'intérêt de la collectivité, le renforcement de la cohésion sociale et le développement durable.</p> <p>Le Gouvernement peut, après avis du Conseil wallon de l'Economie sociale visé à l'article 4, préciser les principes visés à l'alinéa 1er.</p>
<p>LEGGE REGIONALE 23 luglio 2014, n. 19; NORME PER LA PROMOZIONE E IL SOSTEGNO DELL'ECONOMIA SOLIDALE, Emilia Romagna Italy</p>	<p>Art 1. (...)</p> <p>Ai fini della presente legge la Regione Emilia-Romagna riconosce nell'economia solidale un modello che:</p> <p>a) promuove i beni comuni, assicurandone l'utilizzo collettivo e sostenibile a benefici delle comunità e delle generazioni future;</p> <p>b) difende i diritti fondamentali di ogni essere umano, in particolare quello di soddisfare i propri bisogni essenziali;</p> <p>c) si fonda sul rispetto, la tutela e la valorizzazione delle risorse del pianeta;</p> <p>d) è finalizzato al perseguimento del «benvivere» di tutti, basandosi sulla giustizia e sul rispetto delle persone;</p> <p>e) si fonda sulle relazioni e su modelli collaborativi, sviluppandosi nelle reti;</p> <p>f) promuove una trasformazione sociale finalizzata a una democratizzazione dell'economia; g) regola e limita il ruolo dei meccanismi di mercato, ove questi compromettano o mettano a rischio la sostenibilità sociale ed ecologica del sistema economico;</p> <p>h) promuove e tutela il lavoro, le conoscenze, le competenze e le abilità che da esso derivano</p>

<p>Legge regionale 23 marzo 2017, n. 4 Norme per la valorizzazione e la promozione dell'economia solidale Regione autonoma Friuli Venezia Giulia Italy</p>	<p>Art. 1 (Principi)</p> <p>1. In armonia con i principi e le finalità dello Statuto regionale, al fine di promuovere lo sviluppo civile, sociale ed economico della collettività, la Regione Friuli Venezia Giulia riconosce e sostiene l'economia solidale, quale modello socio-economico e culturale imperniato su comunità locali e improntato a principi di solidarietà, reciprocità, sostenibilità ambientale, coesione sociale, cura dei beni comuni e quale strumento fondamentale per affrontare le situazioni di crisi economica, occupazionale e ambientale.</p> <p>Art. 2 (Finalità)</p> <p>1. Nel rispetto dei principi di cui all'articolo 1, con la presente legge la Regione Friuli Venezia Giulia:</p> <p>a) promuove, attraverso le misure di sostegno previste dal capo III, le attività e le pratiche di filiera di economia solidale e supporta i soggetti che ne attuano le buone pratiche;</p> <p>b) riconosce le forme di coordinamento e rappresentanza dei soggetti impegnati nell'ambito dell'economia solidale, nelle sedi di consultazione regionali e nei rapporti con le istituzioni, così come previsto all'articolo 6.</p>
<p>National</p>	
<p>Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire France</p>	<p>Article 1 (...)</p> <p>3° Une gestion conforme aux principes suivants :</p> <p>a) Les bénéficiaires sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise ;</p> <p>b) Les réserves obligatoires constituées, impartageables, ne peuvent pas être distribuées. Les statuts peuvent autoriser l'assemblée générale à incorporer au capital des sommes prélevées sur les réserves constituées au titre de la présente loi et à relever en conséquence la valeur des parts sociales ou à procéder à des distributions de parts gratuites. La première incorporation ne peut porter que sur la moitié, au plus, des réserves disponibles existant à la clôture de l'exercice précédant la réunion de l'assemblée générale extraordinaire ayant à se prononcer sur l'incorporation. Les incorporations ultérieures ne peuvent porter que sur la moitié, au plus, de l'accroissement desdites réserves enregistré depuis la précédente incorporation. En cas de liquidation ou, le cas échéant, en cas de dissolution, l'ensemble du boni de liquidation est dévolu soit à une autre entreprise de l'économie sociale et solidaire au sens du présent article, soit dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires spéciales qui régissent la catégorie de personne morale de droit privé faisant l'objet de la liquidation ou de la dissolution.</p>
<p>Loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal Luxembourg</p>	<p>Chapitre 1er – Principes de l'économie sociale et solidaire Art. 1er. L'économie sociale et solidaire est un mode d'entreprendre auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent cumulativement les conditions suivantes:</p> <p>1. Poursuivre une activité continue de production, de distribution ou d'échange de biens ou de services.</p> <p>2. Répondre à titre principal à l'une au moins des deux conditions suivantes:</p> <p>a. Elles ont pour but d'apporter, à travers leur activité, un soutien à des personnes en situation de fragilité, soit du fait de leur situation économique ou sociale, soit du fait de leur situation personnelle et particulièrement de leur état de santé ou de leurs besoins d'accompagnement social ou médico-social. Ces personnes peuvent être des salariés, des clients, des membres, des adhérents ou des bénéficiaires de l'entreprise;</p> <p>b. Elles ont pour but de contribuer à la préservation et au développement du lien social, à la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, culturelles et économiques, à la parité hommes-femmes, au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale, à la protection de l'environnement, au développement d'activités culturelles ou créatives et au développement d'activités de formation initiale ou continue.</p> <p>3. Disposer d'une gestion autonome au sens où elles sont pleinement capables de choisir et de révoquer leurs organes directeurs ainsi que de contrôler et d'organiser l'ensemble de leurs activités.</p> <p>4. Appliquer le principe selon lequel au moins la moitié des bénéfices réalisés sont réinvestis dans le maintien et le développement de l'activité de l'entreprise.</p>

<p>Lei n.º 30/2013 de 8 de maio Lei de Bases da Economia Social, Portugal</p>	<p>Artigo 5.º Princípios orientadores</p> <p>As entidades da economia social são autónomas e atuam no âmbito das suas atividades de acordo com os seguintes princípios orientadores:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) O primado das pessoas e dos objetivos sociais; b) A adesão e participação livre e voluntária; c) O controlo democrático dos respetivos órgãos pelos seus membros; d) A conciliação entre o interesse dos membros, utilizadores ou beneficiários e o interesse geral; e) O respeito pelos valores da solidariedade, da igualdade e da não discriminação, da coesão social, da justiça e da equidade, da transparência, da responsabilidade individual e social partilhada e da subsidiariedade; f) A gestão autónoma e independente das autoridades públicas e de quaisquer outras entidades exteriores à economia social; g) A afetação dos excedentes à prossecução dos fins das entidades da economia social de acordo com o interesse geral, sem prejuízo do respeito pela especificidade da distribuição dos excedentes, própria da natureza e do substrato de cada entidade da economia social, constitucionalmente consagrada.
<p>Lege Nr. 219 din 23 iulie 2015 privind economia socială, Romania</p>	<p>ART. 4 Economia socială se bazează pe următoarele principii:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) prioritate acordată individului și obiectivelor sociale față de creșterea profitului; b) solidaritate și responsabilitate colectivă; c) convergența dintre interesele membrilor asociați și interesul general și/sau interesele unei colectivități; d) control democratic al membrilor, exercitat asupra activităților desfășurate; e) caracter voluntar și liber al asocierii în formele de organizare specifice domeniului economiei sociale; f) personalitate juridică distinctă, autonomie de gestiune și independență față de autoritățile publice; g) alocarea celei mai mari părți a profitului/excedentului financiar pentru atingerea obiectivelor de interes general, ale unei colectivități sau în interesul personal nepatrimonial al membrilor
<p>Ley 5/2011, de 29 de marzo, de Economía Social. Spain</p>	<p>Artículo 4. Principios orientadores.</p> <p>Las entidades de la economía social actúan en base a los siguientes principios orientadores:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Primacía de las personas y del fin social sobre el capital, que se concreta en gestión autónoma y transparente, democrática y participativa, que lleva a priorizar la toma de decisiones más en función de las personas y sus aportaciones de trabajo y servicios prestados a la entidad o en función del fin social, que en relación a sus aportaciones al capital social. b) Aplicación de los resultados obtenidos de la actividad económica principalmente en función del trabajo aportado y servicio o actividad realizada por las socias y socios o por sus miembros y, en su caso, al fin social objeto de la entidad. c) Promoción de la solidaridad interna y con la sociedad que favorezca el compromiso con el desarrollo local, la igualdad de oportunidades entre hombres y mujeres, la cohesión social, la inserción de personas en riesgo de exclusión social, la generación de empleo estable y de calidad, la conciliación de la vida personal, familiar y laboral y la sostenibilidad. <p>Independencia respecto a los poderes públicos.</p>

Annexe 5. Formes organisationnelles mentionnées dans la législation

Pays et Législation	Provision
Afrique National	
Loi n° 2019/004 du 25 avril 2019, Loi-cadre régissant l'économie sociale Cameroun	<p>Art. 2</p> <p>Association: personne morale issue d'une convention par laquelle des personnes physiques ou morales mettent en commun leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que de partager des bénéfices.</p> <p>(...)</p> <p>Entreprise de l'économie sociale: très petite, petite ou moyenne entreprise dont la propriété est collective, qui exerce à titre principal et de manière continue, une activité de production ou de distribution des biens et services selon les principes régissant l'économie sociale.</p> <p>Fondation: personne morale de droit privé à but non lucratif, créée par un ou plusieurs donateurs. Ces derniers peuvent être des personnes physiques ou morales recherchant l'accomplissement d'une œuvre d'intérêt général.</p> <p>(...)</p> <p>Mutuelle: personne morale de droit privé à but non lucratif qui mène au moyen des cotisations versées par les membres et dans l'intérêt de ces derniers ou de leurs ayants droit, une action de prévoyance et de solidarité dans les conditions prévues par les statuts, afin de contribuer à leur développement culturel, moral, intellectuel et physique et à l'amélioration de leurs conditions de vie.</p> <p>(...)</p> <p>Société coopérative: groupement autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs, au moyen d'une entreprise dont la propriété et la gestion sont collectives et où le pouvoir est exercé démocratiquement et selon les principes coopératifs.</p>
Lei n.º122/VIII/2016 estabelece o regime jurídico da economia social Cape Verde	<p>Artigo 5.º Entidades da economia social</p> <p>1. Integram a economia social, nomeadamente, as seguintes entidades, desde que constituídas em território nacional:</p> <p>a) As instituições particulares de solidariedade social de natureza associativa, ou fundacional ou que equiparadas, a que se referem o número 3 do artigo 70.º da Constituição;</p> <p>b) As cooperativas;</p> <p>c) As fundações;</p> <p>d) As associações com fins altruísticos que desenvolvam a sua actividade no âmbito científico, cultural, educacional, recreativo, do desporto amador, da defesa do meio ambiente e do desenvolvimento local e em todos os campos da sociedade de informação; e</p> <p>e) Outras associações e organizações dotadas de personalidade jurídica que respeitem os princípios orientadores da economia social previstos no artigo seguinte e constem da base de dados da economia social.</p>
Loi N° 044/AN/19/8ème L relative à l'Economie Sociale et Solidaire. Djibouti, 2019	<p>Article 4 : Sont considérées obligatoirement des entreprises de l'économie sociale et solidaire, les personnes morales suivantes: - Les coopératives quels que soient la nature et leur type d'activité ; - Les mutuelles ;</p> <p>-Les fondations ;</p> <p>- Et les associations.</p>

<p>Loi n° 2020-30 du 30 juin 2020, relative à l'économie sociale et solidaire. Tunisie</p>	<p>art 2. (...) 3- Entreprise de l'économie sociale et solidaire : toute personne morale de droit privé à condition de respecter les dispositions de la présente loi et de disposer du label « entreprise de l'économie sociale et solidaire » mentionné à l'article 3 de la présente loi. Lesquels sont : -Les coopératives y compris les sociétés mutuelles de services agricoles soumises à la loi n°2005-94 du 18 octobre 2005, - Les groupements de développement dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche maritime, - Les associations mutuelles, - Les associations de micro finance soumises aux dispositions de la présente loi, - Les sociétés d'assurance mutuelle à condition de se conformer aux dispositions de la présente loi, - Les associations régies par le décret-loi n° 2011- 88 du 24 septembre 2011 exerçant une activité économique à finalité sociale, - Les sociétés, à l'exception des sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée, - Les groupements d'intérêts économiques, à condition de se conformer aux dispositions de la présente loi, - Toute personne morale de droit privé que le législateur peut créer et qui respecte les dispositions de la présente loi.</p>
<p>Americas</p>	
<p>Sous-régional</p>	
<p>Ley núm. 8435, de 27 de junio de 2012, que crea el Programa de Promoción de la Economía Social y Solidaria de la Provincia de Mendoza Argentina</p>	<p>Artículo 3º (...) (...) Entre ellos se cuentan: a) Personas jurídicas como Cooperativas, Mutuales, Asociaciones Civiles, Organizaciones Vecinales, Organizaciones de microcrédito, Organizaciones campesinas, Organizaciones de agricultura familiar, Empresas recuperadas, Comercializadoras solidarias, Organizaciones Solidarias, Organizaciones indígenas. b) Grupos asociativos legitimados como Ferias Populares, Clubes del Trueque, Centros de Estudios e Investigaciones. c) Personas físicas como Microempreendedores vinculados y Efectores de desarrollo local y economía social</p>
<p>Lei n215.028, de 19 de janeiro de 2004, Institui a Política Estadual de Fomento à Economia Popular Solidária no Estado de Minas Gerais – PEFEPS Minas Gerais Brazil</p>	<p>Art. 6 - Consideram-se empresas de autogestão, para os efeitos desta Lei, os grupos organizados preferencialmente sob a forma de sociedade cooperativa, podendo ser adotadas as formas de sociedade por cotas de responsabilidade limitada, de associação civil e de sociedade anônima, atendidos os seguintes requisitos: I- organização autogestionária, caracterizada pela propriedade em comum dos bens de produção e pela observância dos critérios definidos no art. 40: II - gestão da entidade exercida pelos integrantes de forma coletiva e democrática: III - adoção de modelo distribuição dos resultados econômicos proporcional ao trabalho coletivamente realizado.</p>
<p>Loi sur l'économie sociale, 10 octobre 2013 Québec, Canada,</p>	<p>Chapitre I (...) 3. (...) Est une entreprise d'économie sociale, une entreprise dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui est exploitée, conformément aux principes énoncés au premier alinéa, par une coopérative, une mutuelle ou une association dotée de la personnalité juridique</p>
<p>National</p>	
<p>Ley n°300 - Ley Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien - Ley de 15 de octubre 2012 Bolivia</p>	<p>III. La Autoridad Plurinacional de la Madre Tierra, tiene como funciones principales las siguientes: 1. Formular e implementar la política y el Plan Plurinacional de Cambio Climático para Vivir Bien en coordinación y articulación con los ministerios y otras entidades del Órgano Ejecutivo, entidades territoriales autónomas, organizaciones de las naciones y pueblos indígena originario campesinos, comunidades interculturales y afrobolivianas, organizaciones sociales, económica productiva de la sociedad civil, cooperativas, asociaciones de productores, entidades financieras, entidades públicas y privadas y pueblo boliviano.</p>

<p>Ley núm. 454 de 4 de agosto de 1998 sobre la economía solidaria y entidades de naturaleza cooperativa Colombia</p>	<p>ARTÍCULO 6º PARÁGRAFO 2º.- Tienen el carácter de organizaciones solidarias entre otras: cooperativas, los organismos de segundo y tercer grado que agrupen cooperativas u otras formas asociativas y solidarias de propiedad, las instituciones auxiliares de la Economía Solidaria, las empresas comunitarias, las empresas solidarias de salud, las precooperativas, los fondos de empleados, las asociaciones mutualistas, las empresas de servicios en las formas de administraciones públicas cooperativas, las empresas asociativas de trabajo y todas aquellas formas asociativas solidarias que cumplan con las características mencionadas en el presente capítulo</p>
<p>Ley orgánica de la economía popular y solidaria y del sector financiero popular y solidario, Ecuador 2011</p>	<p>Art. 8.- Formas de Organización.- Para efectos de la presente Ley, integran la Economía Popular y Solidaria las organizaciones conformadas en los Sectores Comunitarios, Asociativos y Cooperativistas, así como también las Unidades Económicas Populares.</p>
<p>Decreto núm. 193-85, de 31 de octubre, que sanciona la Ley del Sector Social de la Economía Honduras, 1985</p>	<p>ARTICULO 3 El Sector Social de la Economía estará integrado por las asociaciones cooperativas, empresas asociativas de campesinos, empresas cooperativas agroindustriales y en general, por todas aquellas empresas constituidas exclusivamente por trabajadores que, de acuerdo con las leyes, se dediquen a la producción, industrialización, comercialización, prestación de servicios y otras actividades económicas, que sean de beneficio común de sus asociados y contribuyan al desarrollo económico y social del país.</p>
<p>Ley de la economía social y solidaria, reglamentaria del párrafo séptimo del artículo 25 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, en lo referente al sector social de la economía, Mexico 2012</p>	<p>Artículo 4o. El Sector Social de la Economía estará integrado por las siguientes formas de organización social: I. Ejidos; II. Comunidades; III. Organizaciones de trabajadores; IV. Sociedades Cooperativas; V. Empresas que pertenezcan mayoritaria o exclusivamente a los trabajadores; y VI. En general, de todas las formas de organización social para la producción, distribución y consumo de bienes y servicios socialmente necesarios.</p>
<p>Ley núm. 19848, de 20 de diciembre de 2019, que declara de interés nacional la promoción, difusión, estímulo y desarrollo de la Economía Social y Solidaria, en cualquiera de sus expresiones, Uruguay 2019</p>	<p>Artículo 6º.- (Entidades).- Son formas de expresión de la Economía Social y Solidaria, las siguientes entidades, siempre que cumplan con los principios del artículo 4º de la presente ley: A) Las cooperativas, sea cual sea su tipo o modalidad, conforme lo establecido por la legislación cooperativa. B) Las empresas autogestionadas democráticamente por sus trabajadores, en sus diversas formas jurídicas. C) Las sociedades de fomento rural, así como emprendimientos y redes que favorezcan la soberanía alimentaria, la agroecología y la producción de alimentos orgánicos, D) Las entidades y redes de producción artesanal. E) Las asociaciones civiles cuyo objeto sea la promoción, asesoramiento, capacitación, asistencia técnica o financiera, de las distintas formas organizacionales de la Economía Social y Solidaria. F) Las asociaciones civiles que desarrollen o promuevan actividades económicas solidarias, tales como comercio justo, consumo responsable, finanzas solidarias, turismo responsable, producción sustentable, de carácter mutual sea de la salud u otra área, u otros servicios sociales a sus afiliados. G) Las fundaciones integradas por organizaciones de la Economía Social y Solidaria. H) Otras figuras jurídicas cuya naturaleza y definiciones sean acordes a los principios enumerados en el artículo 4º de la presente ley.</p>
<p>Europe</p>	
<p>Sous-régional</p>	
<p>Décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale. Belgiun Wallonie</p>	<p>Article 1. Par économie sociale, au sens du présent décret, on entend les activités économiques productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations,</p>
<p>LEGGE REGIONALE 23 luglio 2014, n. 19; NORME PER LA PROMOZIONE E IL SOSTEGNO DELL'ECONOMIA SOLIDALE, Emilia Romagna Italy</p>	<p>Art 3. 1. (...) b) «Distretto di economia solidale (DES)», il soggetto associativo costituito in forma giuridica che costituisce una rete locale dei soggetti impegnati a diffondere e praticare l'economia solidale e il consumo critico nelle sue diverse declinazioni. Ne fanno parte soggetti economici e non economici, quali: gruppi informali, associazioni, imprese, artigiani, professionisti, cooperative sociali, istituzioni pubbliche, soggetti di finanza etica mutualistica e solidale e altri soggetti che si riconoscono nei principi dell'economia solidale e ne condividono obiettivi, criteri e modalità di lavoro;</p>

National	
Loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal Luxembourg	Art. 3.(1) Toute société anonyme, société à responsabilité limitée ou société coopérative qui répond aux principes de l'économie sociale et solidaire peut être agréée en tant que société d'impact sociétal par le Ministre ayant l'économie sociale et solidaire dans ses attributions, ci-après «le Ministre», dans la mesure où les statuts répondent aux exigences suivantes: 1. Définir de façon précise l'objet social qu'elle poursuit conformément aux dispositions de l'article 1er, point 2; 2. Prévoir des indicateurs de performance permettant de vérifier de façon effective et fiable la réalisation de l'objet social poursuivi.
Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire France	<p>article 1. (...)</p> <p>II.1° Par les personnes morales de droit privé constituées sous la forme de coopératives, de mutuelles ou d'unions relevant du code de la mutualité ou de sociétés d'assurance mutuelles relevant du code des assurances, de fondations ou d'associations régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ou, le cas échéant, par le code civil local applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle;</p> <p>2° Par les sociétés commerciales qui, aux termes de leurs statuts, remplissent les conditions suivantes :</p> <p>a) Elles respectent les conditions fixées au I du présent article ;</p> <p>b) Elles recherchent une utilité sociale au sens de l'article 2 de la présente loi ;</p> <p>c) Elles appliquent les principes de gestion suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le prélèvement d'une fraction définie par arrêté du ministre chargé de l'économie sociale et solidaire et au moins égale à 20 % des bénéfices de l'exercice, affecté à la constitution d'une réserve statutaire obligatoire, dite « fonds de développement », tant que le montant total des diverses réserves n'atteint pas une fraction, définie par arrêté du ministre chargé de l'économie sociale et solidaire, du montant du capital social. Cette fraction ne peut excéder le montant du capital social. Les bénéfices sont diminués, le cas échéant, des pertes antérieures ; - le prélèvement d'une fraction définie par arrêté du ministre chargé de l'économie sociale et solidaire et au moins égale à 50 % des bénéfices de l'exercice, affecté au report bénéficiaire ainsi qu'aux réserves obligatoires. Les bénéfices sont diminués, le cas échéant, des pertes antérieures ; - l'interdiction pour la société d'amortir le capital et de procéder à une réduction du capital non motivée par des pertes, sauf lorsque cette opération assure la continuité de son activité, dans des conditions prévues par décret. Le rachat de ses actions ou parts sociales est subordonné au respect des exigences applicables aux sociétés commerciales, dont celles prévues à l'article L. 225-209-2 du code de commerce.
Lei n° 30/2013 de 8 de maio Lei de Bases da Economia Social, Portugal	<p>Artigo 4.º Entidades da economia social Integram a economia social as seguintes entidades, desde que abrangidas pelo ordenamento jurídico português:</p> <p>a) As cooperativas;</p> <p>b) As associações mutualistas;</p> <p>As misericórdias;</p> <p>d) As fundações;</p> <p>e) As instituições particulares de solidariedade social não abrangidas pelas alíneas anteriores;</p> <p>f) As associações com fins altruísticos que atuem no âmbito cultural, recreativo, do desporto e do desenvolvimento local;</p> <p>g) As entidades abrangidas pelos subsectores comunitário e autogestionário, integrados nos termos da Constituição no sector cooperativo e social;</p> <p>h) Outras entidades dotadas de personalidade jurídica, que respeitem os princípios orientadores da economia social previstos no artigo 5.º da presente lei e constem da base de dados da economia social.</p>
Lege Nr. 219 din 23 iulie 2015 privind economia socială, Romania	<p>ART. 3 (1) În sensul prezentei legi, întreprinderile sociale pot fi: a) societățile cooperative de gradul I, care funcționează în baza Legii nr. 1/2005 privind organizarea și funcționarea cooperăției, republicată;</p> <p>b) cooperativele de credit, care funcționează în baza Ordonanței de urgență a Guvernului nr. 99/2006 privind instituțiile de credit și adecvarea capitalului, aprobată cu modificări și completări prin Legea nr. 227/2007, cu modificările și completările ulterioare;</p> <p>c) asociațiile și fundațiile, care funcționează în baza Ordonanței Guvernului nr. 26/2000 cu privire la asociații și fundații, aprobată cu modificări și completări prin Legea nr. 246/2005, cu modificările și completările ulterioare;</p> <p>d) casele de ajutor reciproc ale salariaților, care funcționează în baza Legii nr. 122/1996 privind regimul juridic al caselor de ajutor reciproc ale salariaților și al uniunilor acestora, republicată;</p> <p>e) casele de ajutor reciproc ale pensionarilor, care sunt înființate și funcționează în baza Legii nr. 540/2002 privind casele de ajutor reciproc ale pensionarilor, cu modificările și completările ulterioare;</p> <p>f) societățile agricole, care funcționează în baza Legii nr. 36/1991 privind societățile agricole și alte forme de asociere în agricultură, cu modificările ulterioare;</p> <p>g) orice alte categorii de persoane juridice care respectă, conform actelor legale de înființare și organizare, cumulativ, definiția și principiile economiei sociale prevăzute în prezenta lege. (2) Pot fi întreprinderi sociale federațiile și uniunile persoanelor juridice prevăzute la alin. (1).</p>

<p>112/2018 Z.z. ZÁKON z 13. marca 2018, o sociálnej ekonomike a sociálnych podnikoch a o zmene a doplnení niektorých zákonov / Slovakia – Loi du 13 mars 2018 sur l'économie sociale et les entreprises sociales et sur les modifications et amendements de certaines lois Slovaques à compter du Janvier 2021</p>	<p>Social Economy Actor A social economy actor is a civic association, a foundation, a non-investment fund, a nonprofit organisation, a special-purpose church, a trading company, a cooperative, or a natural person – entrepreneur being an employer, who a) are not controlled or largely funded by a state authority that does not appoint or elect a statutory body of such entities or more than half of its members, and does not appoint or elect more than half of the members of the governing or supervisory body; b) carry out an economic or non-economic activity as part of the social economy activities; and c) conduct business or carry out other gainful activity under special regulations, do not perform such activities exclusively for the purpose of making a profit, or the profit made therefrom is used in accordance with this Act.</p>
<p>Ley 5/2011, de 29 de marzo, de Economía Social. Spain</p>	<p>Artículo 5. Entidades de la economía social. Forman parte de la economía social las cooperativas, las mutualidades, las fundaciones y las asociaciones que lleven a cabo actividad económica, las sociedades laborales, las empresas de inserción, los centros especiales de empleo, las cofradías de pescadores, las sociedades agrarias de transformación y las entidades singulares creadas por normas específicas que se rijan por los principios establecidos en el artículo anterior.</p>

Annexe 6. Mesures politiques couvertes dans la législation des textes législatifs sélectionnés

Exigences d'enregistrement	
Loi n° 2019/004 du 25 avril 2019, Loi-cadre régissant l'économie sociale Cameroun	ARTICLE 5.- Les Unites de l'Economie Sociale sont soumises au regime de l'enregistrement dont les modalites sont fixees par voie reglementaire. ARTICLE 6.- Les organisations et entreprises de l'economie sociale admises au statut d'Unite de l'Economie Sociale sont inscrites dans le Registre General des Unites de l'Economie Sociale loge au Ministere en charge de l'economie sociale.
Loi N° 044/AN/19/8ème L relative à l'Economie Sociale et Solidaire. Djibouti, 2019	Article 6 : Inscription au Registre national de l'économie sociale et solidaire Les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont tenues de s'inscrire dans un registre national de l'économie sociale et solidaire dans un délai ne dépassant pas un mois à compter de la date de leur création. Ce registre national de l'économie sociale et solidaire est tenu auprès du ministère en charge des affaires sociales
Loi n° 2020-30 du 30 juin 2020, relative à l'économie sociale et solidaire. Tunisie	Art. 3 - Il est attribué aux entreprises de l'économie sociale et solidaire le label « entreprise de l'économie sociale et solidaire », et ce, au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de dépôt de la demande. A l'expiration de ce délai, la demande est réputée acceptée. Les procédures et les conditions d'attribution du label et de son retrait sont fixées par décret gouvernemental qui sera pris au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi. (...) Art. 10 - L'immatriculation et l'actualisation de l'immatriculation des entreprises de l'économie sociale et solidaire sur le Registre national des entreprises intervient conformément à la législation en vigueur. Elle leur est réservé un registre subsidiaire dénommé « Registre subsidiaire de l'économie sociale et solidaire »
Ley núm. 8435, de 27 de junio de 2012, que crea el Programa de Promoción de la Economía Social y Solidaria de la Provincia de Mendoza Argentina	Artículo 8° - El Consejo organizará un Registro Provincial de las Unidades de la Economía Social y Solidaria comprendidas en los límites que se dispongan reglamentariamente, para su incorporación en el régimen de Promoción. Este Registro se articulará con el Registro de la Agricultura Familiar ya existente. La reglamentación deberá respetar, entre los requisitos a cumplirse para integrar dicho Registro, la efectiva actuación conforme a los principios de la Economía Social y Solidaria.
Lei n215.028, de 19 de janeiro de 2004, Institui a Política Estadual de Fomento à Economia Popular Solidária no Estado de Minas Gerais – PEFEPS Minas Gerais Brazil	Art. 7º—O empreendimento de Economia Popular Solidária interessado em usufruir dos benefícios instituídos por lei, no ato de sua inscrição no órgão responsável pela PEFEPS, deverá: I- registrar-se, informando a forma associativa adotada, o número de seus integrantes, a forma adotada para as deliberações do grupo, o endereço da sede ou do local onde se reúnem; II - apresentar, se já em funcionamento, relatório que contenha a descrição do processo de produção adotado, a natureza e a capacidade de distribuição e comercialização do produto e outras informações consideradas necessárias; III - apresentar, se em processo de constituição, projeto de trabalho que contenha o detalhamento da atividade a ser desenvolvida e dos recursos de que disponha; IV - apresentar declaração de que seus integrantes têm mais de 18 (dezoito) anos e não estão empregados no mercado formal de trabalho, comprovada mediante a apresentação da Carteira de Trabalho, exceto no caso de aprendizes; VI - apresentar declaração de que seus integrantes são domiciliados no Estado de Minas Gerais.

Ley n°300 - Ley Marco de la Madre Tierra y Desarrollo Integral para Vivir Bien - Ley de 15 de octubre 2012 Bolivia	<p>Artículo 51. (SISTEMA DE REGISTRO DE LOS COMPONENTES DE LA MADRE TIERRA).</p> <p>I. El Estado Plurinacional de Bolivia, a través de la Autoridad Nacional competente, realizará de forma progresiva el registro de los componentes de la Madre Tierra, con alto valor estratégico y priorizando los componentes naturales renovables, que comprende el desarrollo de líneas de base, inventariación y/o indicadores según corresponda, que expresan el estado de situación de los componentes de la Madre Tierra, en los términos que establece el Artículo 346 de la Constitución Política del Estado y en base a reglamentación específica, así como el desempeño de la economía con relación a éste y sin asignarle un valor monetario a los componentes de la Madre Tierra.</p> <p>II. El Estado Plurinacional de Bolivia, a través de La Autoridad Nacional competente, establecerá con fines de planificación y gestión pública, el marco indicativo de las capacidades de regeneración de los componentes de alto valor estratégico de la Madre Tierra, en función a las zonas y sistemas de vida del país, en coordinación con las instancias sectoriales correspondientes.</p> <p>III. La Autoridad Nacional competente constituirá el Sistema de Registro y el Marco Indicativo de las Capacidades de Regeneración de los Componentes de la Madre Tierra, en coordinación con los Ministerios del Órgano Ejecutivo y las entidades territoriales autónomas.</p> <p>IV. Los resultados del Sistema de Registro y del Marco Indicativo de las Capacidades de Regeneración de los Componentes de la Madre Tierra, deberán presentarse anualmente en las estadísticas oficiales del país y se utilizarán en los procesos de planificación integral y participativa y gestión pública intercultural de alcance plurinacional por parte de los Ministerios y entidades públicas del Órgano Ejecutivo y entidades territoriales autónomas, de forma articulada a los objetivos, metas e indicadores de desarrollo integral.</p>
Ley núm. 454 de 4 de agosto de 1998 sobre la economía solidaria y entidades de naturaleza cooperativa Colombia	ARTÍCULO 63.- Registros e inscripción. Reglamentado por el Decreto Nacional 1798 de 1998, Modificado por el art. 146, Decreto Nacional 019 de 2012. Los actos de registro e inscripción de las entidades de la economía solidaria a que se refiere la presente Ley, serán realizados por la Superintendencia a la cual corresponda su supervisión. Para el registro de acto de constitución, será condición previa la presentación del certificado de acreditación sobre educación solidaria expedido por el Departamento Administrativo Nacional de la Economía Solidaria.
Ley orgánica de la economía popular y solidaria y del sector financiero popular y solidario, Ecuador 2011	Art. 6.- Registro.- Las personas y organizaciones amparadas por esta Ley, deberán inscribirse en el Registro Público que estará a cargo del ministerio de Estado que tenga a su cargo los registros sociales. El registro habilitará el acceso a los beneficios de la presente Ley.
Ley núm. 19848, de 20 de diciembre de 2019, que declara de interés nacional la promoción, difusión, estímulo y desarrollo de la Economía Social y Solidaria, en cualquiera de sus expresiones, Uruguay 2019	<p>Art. 4 (...)</p> <p>Asimismo, serán de aplicación los principios universales del cooperativismo referidos en el artículo 7° de la Ley N° 18.407, de 24 de octubre de 2008, en lo no previsto en la presente ley y en cuanto sean compatibles con los principios relacionados en el presente artículo.</p> <p>(...)</p> <p>Artículo 12. (...)</p> <p>B) Inscribir y reconocer a las organizaciones de la Economía Social y Solidaria, que cumplan con las normativas específicas que las rigen según su modalidad y que cumplan con los principios establecidos en el artículo 4° y los requisitos que establece el Registro de Entidades de la Economía Social y Solidaria (RNEESS) para su ingreso.</p>
Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire France	<p>art. 62</p> <p>I.- Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par ordonnances toutes mesures relevant du domaine de la loi afin de simplifier les démarches des associations et des fondations auprès des administrations, notamment en adaptant les modalités d'enregistrement, d'agrément et de reconnaissance d'utilité publique et les conditions d'obtention de financements.</p>
Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire France	<p>Art 1.</p> <p>(...)</p> <p>III.- Peuvent faire publiquement état de leur qualité d'entreprise de l'économie sociale et solidaire et bénéficier des droits qui s'y attachent les personnes morales de droit privé qui répondent aux conditions mentionnées au présent article et qui, s'agissant des sociétés commerciales, sont immatriculées, sous réserve de la conformité de leurs statuts, au registre du commerce et des sociétés avec la mention de la qualité d'entreprise de l'économie sociale et solidaire.</p>

<p>Lege Nr. 219 din 23 iulie 2015 privind economia socială, Romania</p>	<p>article 8 (...)</p> <p>(4) Atestatul se acordă acelor întreprinderi sociale care dispun prin actele de înființare și funcționare respectarea următoarelor criterii: a) acționează în scop social și/sau în interesul general al comunității; b) alocă minimum 90% din profitul realizat scopului social și rezervei statutare; c) se obligă să transmită bunurile rămase în urma lichidării către una sau mai multe întreprinderi sociale; d) aplică principiul echității sociale față de angajați, asigurând niveluri de salarizare echitabile, între care nu pot exista diferențe care să depășească raportul de 1 la 8.</p>
<p>112/2018 Z.z. ZÁKON z 13. marca 2018, o sociálnej ekonomike a sociálnych podnikoch a o zmene a doplnení niektorých zákonov / Slovakia - Act of 13 March 2018 on the Social Economy and Social Enterprises and on Alterations and Amendments to certain Laws Slovakia as of January 2021</p>	<p>Procedure for Granting the Status of a Registered Social Enterprise The procedure for granting the status of a registered social enterprise commences upon submitting the application. The application for the status of a registered social enterprise (hereinafter referred to as the "application for status") must be in writing and contain the identification data of the applicant and the identification of the registered social enterprise the status of which the applicant applies for pursuant to Section 11. The application for status shall be submitted on the form determined by the Ministry of Labour. The application for status shall be accompanied by a) the data necessary to request a copy of the criminal record under a special regulation³⁸) and the consent to their processing; b) the basic document if the applicant 1. is neither a trading company nor a cooperative; 2. who is a legal entity has its registered office, or who is a natural person has its place of business, in another Member State; c) the registered social enterprise's plan in the case of an applicant who is a start-up company or an applicant under the last sentence of Subsection (5); d) the documents proving the fulfilment of the conditions under Section 6 Subsection (1)(d), (g), (i) to (l) in the case of an applicant who is a legal entity and has its registered office, or who is a natural person and has its place of business, in another Member State; if another Member State issue no such documents, they may be replaced by an affidavit. (2) The application for status may be accompanied by a certificate under Section 26 Subsection (7); if the certificate is submitted together with the application for status, the condition of the applicant's credibility shall be deemed fulfilled unless proved otherwise.</p>
<p>Incitations fiscales</p>	
<p>Lei n.122/VIII/2016 establece o regime jurídico da economia social Cape Verde</p>	<p>Artigo 11.º Estatuto fi scal As entidades da economia social beneficiam de um estatuto fi scal específico co defnido por lei em função dos respectivos substrato e natureza.</p>
<p>Loi N° 044/AN/19/8ème relative à l'Economie Sociale et Solidaire. Djibouti, 2019</p>	<p>Article 11 : Avantages accordés aux entreprises de l'économie sociale et solidaire Afin de soutenir le développement des entreprises sociales, les autorités publiques accordent des avantages financiers et fiscaux conformément à la législation en vigueur dont bénéficient d'autres organisations économiques</p>
<p>LEGGE REGIONALE 23 luglio 2014, n. 19; NORME PER LA PROMOZIONE E IL SOSTEGNO DELL'ECONOMIA SOLIDALE, Emilia Romagna Italy</p>	<p>art 4 12) 2) realizzando una politica fi scale regionale che agevoli le banche, le società fi nanziarie e le realtà di microcredito che si ispirano ai principi di fi nanza etica, mutualistica e solidale di cui all'art. 3, comma 1, lettera k) ; rifi utano la logica della fi nanza speculativa, prevedendo da statuto o da delibera assembleare che il rendimento concesso a soci e clienti su qualunque operazione o distribuzione di utili non possa superare di due punti il tasso di infl azione ISTAT, e sviluppano la totalità delle loro attività secondo i principi della fi nanza etica mutualistica e solidale, sottoponendo annualmente ai propri soci il quadro completo e dettagliato di tutti i prestiti erogati alle persone giuridiche, rendendo pubblici tali nominativi;</p>

<p>Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire France</p>	<p>Article 7 La région élabore, en concertation avec la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire ainsi qu'avec les organismes et entreprises de l'économie sociale et solidaire, une stratégie régionale de l'économie sociale et solidaire et peut contractualiser avec les départements, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre pour la mise en œuvre de stratégies concertées et le déploiement de l'économie sociale et solidaire sur le territoire régional.</p>
<p>Lei n.º 30/2013 de 8 de maio Lei de Bases da Economia Social, Portugal</p>	<p>Artigo 11.º Estatuto fiscal As entidades da economia social beneficiam de um estatuto fiscal mais favorável definido por lei em função dos respetivos substrato e natureza.</p>
<p>112/2018 Z.z. ZÁKON z 13. marca 2018, o sociálnej ekonomike a sociálnych podnikoch a o zmene a doplnení niektorých zákonov / Slovakia - Act of 13 March 2018 on the Social Economy and Social Enterprises and on Alterations and Amendments to certain Laws Slovakia as of January 2021</p>	<p>Section 17 (1) An investment aid is granted for the purpose of supporting an investment or preparation of an investment project and advisory services⁵²) related to such preparation. The investment aid may be granted in the form of (...) g) income tax relief under a special regulation.⁵⁷)</p> <p>“Section 30d Tax Relief for Registered Social Enterprises A taxpayer which is a legal entity and a public-benefit enterprise under a special regulation^{120m}) may claim tax relief on the economic activity¹²⁰ⁿ), amounting to a percentage of the obligation to use the profit to achieve the main objective under a special regulation^{120o}) for the tax period in which its status of a registered social enterprise is granted as at the last day of the tax period.</p>
<p>Institutions de soutien à la formation</p>	
<p>Ley núm. 8435, de 27 de junio de 2012, que crea el Programa de Promoción de la Economía Social y Solidaria de la Provincia de Mendoza Argentina</p>	<p>Artículo 10º - El Consejo promoverá la incorporación en la currícula educativa provincial de todos los niveles de la Provincia, de los principios y valores de la Economía Social y Solidaria, así como fortalecerá los Centros Educativos de Gestión Social para profundizar dicha temática.</p>
<p>Lei n215.028, de 19 de janeiro de 2004, Institui a Política Estadual de Fomento à Economia Popular Solidária no Estado de Minas Gerais – PEFEPS Minas Gerais Brazil</p>	<p>Art. 40 - Para a consecução dos objetivos da PEFEPS, o poder público propiciará aos empreendimentos de Economia Popular Solidária, na forma do regulamento: (...) V - cursos de capacitação, formação e treinamento de integrantes dos empreendimentos de Economia Popular Solidária nas áreas referidas no inciso anterior; (...) XI - suporte jurídico e institucional para constituição e registro dos empreendimentos de Economia Popular Solidária:</p>
<p>Ley orgánica de la economía popular y solidaria y del sector financiero popular y solidario, Ecuador 2011</p>	<p>Art. 132 (...) 4. Educación y Capacitación.- En todos los niveles del sistema educativo del país, se establecerán programas de formación, asignaturas, carreras y programas de capacitación en temas relacionados con los objetivos de la presente Ley, particularmente en áreas de la producción y/o comercialización de bienes o servicios.</p>
<p>Legge regionale 23 marzo 2017, n. 4 Norme per la valorizzazione e la promozione dell'economia solidale Regione autonoma Friuli Venezia Giulia Italy</p>	<p>(Tavolo regionale permanente per l'Economia Solidale) 1. Il Tavolo regionale permanente per l'Economia Solidale, di seguito denominato Tavolo, è lo strumento istituzionale deputato a formulare pareri e proposte alla Giunta regionale relativi a interventi di sostegno dell'economia solidale e, in particolare per: a) attivare percorsi condivisi per la promozione dei programmi, delle azioni e delle misure di sostegno per lo sviluppo dell'economia solidale previsti dalla presente legge; b) promuovere lo sviluppo delle filiere e dei relativi patti di filiera anche attraverso provvedimenti di semplificazione amministrativa; verificare che le modalità gestionali assicurino il rispetto e l'implementazione, lungo tutte le filiere produttive, dei principi e delle modalità organizzative dell'economia solidale.</p>

Services de conseil juridique	
Loi N° 044/AN/19/8ème L relative à l'Economie Sociale et Solidaire. Djibouti, 2019	Article 9 : Le Conseil pour la Promotion de l'économie sociale et solidaire Il est institué un Conseil pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire qui constitue un organe consultatif pour les activités liées à ce secteur.
ley núm. 454 de 4 de agosto de 1998 sobre la economía solidaria y entidades de naturaleza cooperativa Colombia	ARTÍCULO 22.- Funciones del Consejo Nacional de Economía Solidaria -Conpes: (...) Ser órgano consultivo del Gobierno Nacional en la formulación de políticas relativas a la economía solidaria
Décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale. Région Wallonie	CHAPITRE III. - La Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale. Art. 6. Il est institué une Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale, ci-après dénommée "la Commission". La Commission est chargée de : 1° remettre d'initiative ou sur demande tout avis sur l'exécution des décrets suivants : a) [1 le décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion;]1 b) le décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseils en économie sociale; c) le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", en abrégé : "I.D.E.S.S."; 2° de remettre d'initiative ou sur demande un avis sur toute question relative aux entreprises d'insertion, aux agences-conseils en économie sociale ainsi qu'aux I.D.E.S.S.; 3° rendre, selon les modalités définies par le Gouvernement, un avis motivé sur l'octroi, le renouvellement, la suspension ou le retrait de l'agrément des entreprises concernées par les décrets visés à l'article 2, alinéa 1er, 1° à 3°.

Pour nous contacter**Organisation internationale du Travail**

Route des Morillons 4
CH-1211 Genève 22
Suisse

Unité des coopératives
Département Entreprises
T: +41 22 799 7095
E: coop@ilo.org
www.ilo.org/coop
www.ilo.org/sse